**ANNEX : B**

**TERMS OF REFERENCE FOR CONSULTANTS**

|  |  |
| --- | --- |
| **PART I** | |
| Title of Assignment | Education Programme Coordinator |
| Type of the Consultancy | Consultant |
| Category of the Consultancy | X National  International  Both |
| Hiring Section | **EDUCATION** |
| Location | Home Based X Office Based |
| Duration | 40 working days (Approximately 8 weeks) |

**Background**

Afin de jouer pleinement son rôle de Chef de file du secteur Education et dans le cadre de la coordination des partenaires techniques et financiers (PTF), l’UNICEF a contribué à la mise en place et la coordination du Fonds Commun de l’Education (FCE). C’est dans ce cadre que trois accords régissant la mise en place et la gestion de Fonds Commun de l’Education ont été signés par l’UNICEF dont

1. Un accord cadre a été signé entre l’UNICEF et l’AFD en date du 24 Février 2020, régissant les droits et obligations respectifs concernant les projets de l’UNICEF financés par l’AFD.

2. Un accord particulier de financement entre l’AFD et UNICEF a été signé en date du 21 Mai 2020 mettant à la disposition de l’UNICEF un montant de trois millions d’Euro (3 millions EUR) pour la mise en place de FCE et l’assistance technique pour une période de trois ans. Un cabinet privé (I&D) a été recruté pour assurer la mise en oeuvre de l’assistance technique.

3. Un protocole de Financement Commun du Fonds Communs en soutien à la mise en oeuvre du Plan Sectoriel de l’Education (2019 – 2023), a été signé entre le gouvernement de Madagascar représenté par les Ministères de l’Education Nationale, Ministère de l’Enseignement Technique et Professionnel, le Ministère de l‘Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Ministère de l’Economie et des Finances et les partenaires techniques et Financiers à savoir l’AFD et l’UNICEF. La signature du document complétée en février 2021 n’étant pas mentionnée mais comprend la version de décembre 2020 du Manuel de Procédures du Fonds Commun. Ce document de protocole fournit un cadre de dialogue sur les politiques sectorielles de l’Education avec pour objectif d’améliorer l’efficacité de l’aide au secteur de l’éducation. Il réitère l’engagement du Gouvernement à financer les politiques sectorielles de l’éducation et accélérer la mise en oeuvre du plan sectoriel de l’éducation.

4. Suivant le manuel de procédures, un Comité de Suivi est en place et comprend les PTF, et des représentants des ministères signataires du protocole de Financement Commun.

5. Trois lettres de cadrage appuyées par les PTF, ont été adoptées pour les ministère sectoriels chaque année de 2021-2023, et servent à circonscrire les inscriptions en Loi des Finances.

Suivant l’Accord particulier de financement signé entre l’AFD et UNICEF en date du 21 Mai 2020, UNICEF avait recruté le Cabinet Institutions et Développement (I&D) pour apporter l’assistance technique et la mise en place du Fonds Commun de l’Education grâce au financement de l’AFD. Le contrat entre le Cabinet I&D et UNICEF a lui été signé le 15.12.2020 et expirera le 31.12.2023. Ce contrat a été amendé le 21.02.2021. Toutefois, il faut noter que le bureau UNICEF qui a la charge de la coordination du contrat, a exercé une gestion très limitée. Le Bureau rémunère essentiellement le Cabinet I&D pour les services rendus par le personnel qu'il fournit. Toutes les décisions relatives à la gestion de la contribution sont pilotées par le bailleur de fonds (AFD) en collaboration avec le Ministère malgache des Finances et le contractant. Il n'y avait pas de contrôles ou de mesures supplémentaires en place pour faire face à ce scénario.

Le fonctionnement du FCE est rendu possible a ce jour grâce au financement apporté jusqu’ici par l’AFD et par le décaissement des fonds vers les entités du Gouvernement sur la base des instructions des parties prenantes au FCE. ond. Lorsque, l'équipe d'Audit de l’UNICEF s’est penchée sur le FCE en 2022, elle a également noté aussi un faible taux d’exécution de ressources allouées au FCE. De plus, bien qu'il s'agit d'un fonds commun, à ce jour, il n’y a qu’un seul contributeur. Aucun des principaux partenaires au développement dans le secteur de l'éducation n’a effectué une contribution depuis l’instauration du FCE en 2021. Cela remet en question la capacité du fonds à mobiliser ces principaux acteurs pour une contribution effective pour avoir un impact sur le secteur. UNICEF n’a pas contribué au FCE jusqu’ici.

Il est à ce stade nécessaire d'indiquer clairement tout risque fiduciaire découlant du rôle de l'UNICEF dans le Fonds commun de l'éducation et d'évaluer si les contrôles actuels permettent une atténuation suffisante.

**Justification**

C’est dans ce contexte décrit *supra* que nous sollicitons l’appui d’un/e Consultant/e indépendant/e pour mener une évaluation exhaustive des capacités du Cabinet I&D pour une gestion efficace et efficiente du mécanisme de fonds commun en toute transparence afin d’atteindre les object fixés du PSE 2019-2023. Le but principal de cette évaluation de performance vise à identifier les risques fiduciaires et réputationnels, de décrire les avantages et les goulots d’étranglement et opportunités de du Cabinet I&D pour mener à bien ses tâches et responsabilités.

Un premier changement de chef de mission a été opéré en novembre 2022 et des requêtes d’ajustement du Cabinet-ID (France), ont été soumis. Cette évaluation s’avère nécessaire pour analyser les performances non seulement les compétences existantes et les ressources mises à disposition du Cabient I&D, mais également les goulots d’étranglement au regard du niveau d’engagement et de dépenses du FCE.

Par ailleurs, des assistances techniques sont déployées dans 8 régions de Madagascar. Une analyse des capacités déployées par le Cabinet ID dans les régions et les interventions des consultants relatives à l’appropriation de l’outil FCE par les autorités déconcentrées fera également l’objet de la consultation.

**Objectives**

Sous la direction et la supervision générale du Représentant Adjoint aux opérations, le/la consultant/e devra

* Fournir des conseils techniques/expertise tout au long du processus l’Analyse de performance et de goulots d’étranglement du Cabinet I&D dans la mise en œuvre du FCE depuis 2021 lors des rencontres du comité de suivi restreint (4 personnes) qui sera mis en place ;
* Assurer la liaison continue avec le Cabinet I&D en place à Antananarivo et dans les régions, les contributeurs, les partenaires au développement out toute autre entité pour garantir l’exhaustivité, la transparence et la participation d’une analyse rigoureuse ;
* Assurer une communication flexible et recueillir les informations auprès des parties prenantes : gouvernement / partenaires au développement éventuellement la société civile sur le FCE ;
* Veiller à ce que l’Analyse de performance et de goulots d’étranglement soit en lien aux TDR de l’Analyse et s’appuie sur les documents / contrats / Conventions/Accords liés aux FCE la proposition et soit orientés sur les finances publiques et les perspectives du gouvernement (4 ministères et leurs services déconcentrés) ;
* S’assurer que les documents, présentation Powerpoint et le rapport final soient soumis dans les temps impartis.

**Work Assignment**

**Tâches et responsabilités**

* Analyser les trois accords instituant la mise en place du FCE et le contrat entre le Cabinet I&D et UNICEF et dégager les éléments de risques pour l’UNICEF.
* Engager des discussions avec les parties prenantes afin de dégager leur compréhension, leur engagement vis-à-vis de FCE (les responsables des différentes assistances techniques de I&D, les consultants et les directeurs des différents Ministères et leurs directions et services déconcentrés, AFD, et les PTF)
* Evaluer de façon exhaustive le travail du Cabinet Institutions et Développement conformément aux Termes de référence du contrat institutionnel avec UNICEF.
* Examiner les performances des Assistances techniques au niveau central régional en fonction des facilités / contraintes.
* Sur la base du plan de transfert de compétences, évaluer l’appropriation du mécanisme FCE par les 04 Ministères engagés dans ce processus. Faire ressortir les perspectives du gouvernement.
* Fournir des recommandations pour des mesures de mitigation des risques adéquates particulièrement adresser tout risque réputationnel pour UNICEF.
* Elaborer une présentation ***Powerpoint*** du draft/ version finale du rapport de l’Analyse.
* Procéder à moins une restitution du rapport de la consultation.

**Deliverables**

1. Les Comptes-rendus des réunions de consultation avec I&D, l’AFD et d’autres parties prenantes (Ministères, I&D France …), et de la réunion de restitution de l’analyse disponibles.
2. Une présentation Powerpoint disponible pour la restitution de l’Analyse aux parties prenantes.
3. Restitution de l’Analyse aux parties prenantes
4. Un Rapport de l’Analyse incluant des recommandations validées

**Desired competencies, technical background and experience**

La/le Consultant.e national.e senior doit avoir :

* Disposer d’un Masters en Gestion de Projets/Programmes ; Finances Publiques, Education ou toute autres domaines connexes.
* Au moins 15 ans d'expérience professionnelle en planification stratégique, gestion et efficacité de l’aide au Développement, Gestion de projet, organisationnel et Stratégie ;
* Une bonne connaissance de Finances Publiques et du secteur de l’Education à Madagascar ;
* Une expérience internationale serait un atout ;
* Maîtrise du français et de l'anglais ;
* Avoir de bonnes capacités rédactionnelles en français et en Anglais ;
* Disposer des compétences en communication et animation des réunions et des ateliers en français et en anglais.

**Evaluation Criteria**

Evaluation technique et références check évalués à 70%, par la section. Evaluation financière va être évaluer à 30% par RH.

**Please note that the final remuneration will be negotiated by HR.**

**Payment Schedule**

*Payment is linked to agreed deliverables upon satisfactory completion and certification of deliverables by the supervisor. Ideally, please complete below table linking deliverable, timeline and amount to be paid.*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **No** | **Description of deliverable** | **Expected Timeline of Completion** | **Percentage/**  **Payment Amount** |
| 1 | Comptes-rendus d’au moins 4 réunions avec les parties prenantes | Trois semaines après signature de contrat | 30% |
| 2 | L’ensemble des Comptes-rendus des réunions de consultation avec l’AFD et d’autres parties prenantes (Ministères, I&D France …), et de la réunion de restitution de l’analyse | Quatrième semaine |  |
| 3 | Une réunion de restitution du 1er draft de l’Analyse | Cinquième semaine | 35 % |
| 4 | Une présentation Powerpoint disponible pour la restitution de la proposition aux parties prenantes du FCE | Sixième semaine |  |
| 5 | Restitution de l’Analyse aux parties prenante | Septième semaine |  |
| 6 | Un Rapport d’analyse et des recommandations validé | Huitième semaine | 35% |

**Risks associated with the contract**

Deux risques majeurs pourraient subvenir au cours de cette consultation : le retard dans la soumission et la mauvaise qualité du rapport final.

**Le rapport n’est pas soumis dans les délais :** Disposition est prise pour que le plan de développement soit réaliste et accompagné d’un chronogramme qui sera suivi minutieusement avec relances en cas de retard par le superviseur (Représentant Adjoint - Opérations). Comme mesure additionnelle pour éviter le retard, le contrat est à la fois ***Home-based***, ce qui évite les désagréments liés aux renvois des réunions avec les parties prenantes de l’Analyse de compétences du Cabinet I&D, aux voyages, missions (retard et/ou annulation des vols).

**L’Analyse escomptée n’est pas de bonne qualité** : Le recrutement du consultant étant soutenu par la reconnaissance de son expertise avérée (contrats similaires réalisés avec succès, vérification des références par le HR,) la supervision du consultant sera dynamique et proactive. Les différentes réunions d’échanges avec les partenaires à chaque étape du développement de la proposition permettront de faire des ajustements ponctuels. Aussi un comité restreint d’au moins 4 membres sera mis en place pour le suivi et discussions régulières (chaque quinzaine) avec la/le consultant/e jusqu’à la soumission du rapport final. Un calendrier sera défini ultérieurement.

**General Conditions: Procedures & Logistics**

Le consultant travaillera avec ses propres moyens techniques (ordinateurs portables et logiciels standard pertinents) pour fournir le matériel pertinent pour ladite consultation.

Discussions supplémentaires sur les dates de mission, celles-ci peuvent être revues après discussion avec l'UNICEF et le consultant si les deux parties décident que ces changements sont impératifs pour la livraison efficace des résultats et du processus en place.

**How to Apply**

La sélection à ce poste s’appuiera sur le pool de consultants/es du Bureau UNICEF-Madagascar et portera sur les documents suivants :

1. Un curriculum vitae actualisé ;
2. Un document exhaustif de 5 pages maximum décrivant la méthodologie
3. Une offre financière (sans DSA) indiquant clairement le taux journalier
4. Une copie du diplôme le plus élevé\*

\*Voir la liste des établissements accrédités sur le lien : www.whed.net

N.B : le document méthodologique doit apporter des éléments nouveaux non inclus dans les TDR.